



## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix neuf le 17 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 11 septembre 2019, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADO, M. LORIAUD, Adjoints, Mme MARECHAL, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Mme BERTHIOT, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. BAILLARGEAT à Mme QUERAL, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. MONMARCHON à M. RIMARK, Mme HIMPENS à Mme SARRAUTE

### Etaient excusés:

M. ELIAS, Mme HOLGADO, M. GABARD, Mme LANDAIS

### Etait absent:

M. INOCENCIO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme DUBOURG est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 18

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

### 6 – CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN PLACE D'UN RADAR PÉDAGOGIQUE SUR LE DOMAINE PUBLIC DÉPARTEMENTAL - AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

Afin de sensibiliser les automobilistes sur la vitesse en agglomération, il est envisagé l'installation d'un radar pédagogique en bordure de la voirie départementale n°255 (rue Taillasson / route des Marais).

Pour se faire, une convention est nécessaire avec le Conseil Départemental pour autoriser cette occupation du domaine public.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et tout acte et décision nécessaires à son exécution.

La commission n°6 (Equipe- Patrimoine-voirie-assainissement-cadre De Vie Et Qualité De Vie Et Le Handicap) s'est réunie le 5 septembre 2019 et a émis un avis favorable.

#### **Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu  
à la Sous-Préfecture le 20/09/19  
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-  
20190917-59720-AU-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

